

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Observatoire sur les États-Unis

ANALYSER

Comprendre les élections américaines 2014 de mi-mandat

Guide de l'élection américaine à l'intention des
journalistes, chercheurs, observateurs et analystes

www.dandurand.uqam.ca



@RDandurand
#EtatsUnis2014

Résumé :

Tous les deux ans, les Américains sont appelés aux urnes, où ils sont invités à se prononcer sur différents enjeux. Les élections aux Congrès et plus particulièrement dans le contexte de mi-mandat présidentiel, sont un excellent moyen de prendre le pouls de la société américaine. Elles marquent également le début de la campagne non officielle de la présidentielle de 2016. Afin de comprendre les tenants et les aboutissants de ces courses électorales, plusieurs experts de l'Observatoire sur les États-Unis brossent un portrait des grands enjeux, courses à surveiller et possibles impacts de ces élections sur les États-Unis et le Québec.

À propos des auteurs :



Frédéric Gagnon est professeur de science politique à l'UQAM et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.



Alexandre Alaoui est candidat à la maîtrise en science politique à l'UQAM et chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.



Vincent Boucher est candidat à la maîtrise en science politique à l'UQAM et chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.



Christophe Cloutier est candidat au doctorat en science politique à l'UQAM et chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.



Rafael Jacob est candidat au doctorat en science politique à l'Université Temple à Philadelphie et chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.

Comprendre les élections américaines de 2014

Quatre-cent-trente-cinq courses à la Chambre des représentants, 36 au Sénat, 36 à des postes de gouverneurs d'État (qui sont l'équivalent de nos premiers ministres provinciaux au Canada), des dizaines de questions référendaires sur des enjeux comme les armes à feu, le salaire minimum et la marijuana, plus de 6000 courses à des sièges dans les législatures d'État et des dizaines d'autres à des postes de maires, juges et shérifs : voici le menu des élections américaines du 4 novembre prochain.

Le siège de Barack Obama n'est pas en jeu. Les résultats du 4 novembre détermineront néanmoins la nature des relations qu'Obama entretiendra avec le Congrès des États-Unis pour les deux dernières années de sa présidence. Les républicains conserveront-ils le contrôle de la Chambre des représentants ? Obtiendront-ils leur première majorité au Sénat depuis 2006 ? Quels sont les enjeux de ces duels et les courses à surveiller ? Quelle est leur importance pour le Canada et le Québec ? Quel impact auront-elles sur la politique américaine d'ici la joute présidentielle de 2016 ? L'équipe de l'Observatoire sur les États-Unis offre quelques clés pour répondre à ces questions et pour mieux comprendre la mécanique d'élections qui retiendront moins l'attention que celles de 2012 ou de 2016, mais qui sont tout aussi cruciales pour l'exercice de la démocratie américaine et l'avenir du pays.

Frédéric Gagnon

- 1. Les principaux enjeux des élections de mi-mandat**
- 2. Une date, plusieurs élections**
- 3. Les courses à surveiller pour le contrôle du Congrès**
- 4. Les élections aux postes de gouverneurs : de chaudes luttes pour le contrôle des États**
- 5. Les impacts des élections de mi-mandat pour le Québec et le Canada**
- 6. Quel horizon pour 2016**

1. Les principaux enjeux des élections de mi-mandat

Aucun sujet ne semble pour le moment devoir s'imposer à l'échelle nationale comme l'enjeu central de ce cycle électoral. Dès lors, le faible niveau d'appréciation du travail du président Barack Obama sera sans doute un facteur déterminant des résultats de ces élections de mi-mandat. Selon le site web *Real Clear Politics* (RCP), qui fait la moyenne des résultats des sondages de popularité, 53,7 % des Américains désapprouvent en effet le travail du président. **Le niveau d'approbation du travail du président est, de l'avis de plusieurs politologues et analystes américains, l'indicateur principal pour expliquer les résultats des élections de mi-mandat.** Ne pouvant manifester leur mécontentement en votant contre le président lors de ce scrutin, les électeurs américains ont l'occasion de sanctionner l'hôte de la Maison-Blanche en votant contre les élus de son parti politique dans les deux chambres du Congrès. Dans 35 des 38 élections de mi-mandat ayant eu lieu depuis 1865, le parti du président a perdu des sièges à la Chambre des représentants. Avec moins de 40% des Américains qui apprécient le travail d'Obama, tout semble indiquer que le scrutin de novembre prochain ne dérogera pas de cette tendance historique qui fait passer les élections de mi-mandat pour un **«référendum sur la présidence»**.

Le président Obama a également vu sa côte de confiance nettement entamée dans un domaine qui apparaissait comme un de ses points forts : la politique étrangère. Les événements qui ont agité la scène internationale au cours de l'année 2014 (la crise en Ukraine, le conflit israélo-palestinien, ou encore la menace de l'État islamique en Irak et en Syrie), ont fait plonger le taux d'approbation vis-à-vis de l'action internationale menée par Barack Obama à un maigre **35,2 %**. Il faut néanmoins souligner que **les enjeux de politique étrangère n'ont traditionnellement qu'une influence minime sur les élections de mi-mandat.** Malgré une actualité internationale fort chargée et tourmentée, le scrutin de ce mois de novembre ne devrait pas faire exception à cette règle. En effet, les élus du Congrès se sont majoritairement rangés derrière le plan d'action présenté le 10 septembre 2014 par le président pour lutter contre l'État islamique (EI). Ils ont par ailleurs voté en faveur d'un amendement au budget fédéral qui donne à Obama l'autorisation d'entraîner et d'armer des groupes rebelles syriens pour lutter contre l'EI.

Au niveau de la politique intérieure, la décision prise par le président de reporter la présentation d'un décret présidentiel portant sur **l'immigration** a diminué l'importance de cet enjeu pour les élections de novembre. Cette décision n'a pas plu aux démocrates faisant campagne dans des États qui regroupent un pourcentage élevé de population hispanique, comme le sénateur Mark Udall (Colorado) et le représentant Luis Guttierrez (Illinois). Toutefois, elle a peut-être évité que ces

élections se transforment en un «référendum» sur l'immigration, comme le souhaitait le sénateur républicain Ted Cruz (Texas), qui s'oppose à une amnistie pour les immigrants illégaux.

La question des **changements climatiques** pourrait elle aussi devenir l'un des principaux sujets de discorde entre un éventuel Sénat républicain et Barack Obama. Le leader de la minorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell (Kentucky), qui a souvent affiché son scepticisme face aux changements climatiques, a d'ailleurs affirmé qu'une majorité républicaine n'hésitera pas à bloquer les lois proposées par l'administration. Les enjeux liés à l'environnement n'ont certes pas dominé les débats de ce cycle électoral ; ils ont malgré tout été importants dans des courses spécifiques. Par exemple, en Arkansas, le représentant républicain Tom Cotton a amené les questions énergétiques au cœur de la campagne pour le siège de sénateur de l'État en s'opposant aux positions du candidat sortant, le démocrate Mark Pryor. En plus de s'être prononcé en faveur du prolongement de l'oléoduc Keystone XL, Cotton souhaite mettre un frein aux programmes de subventions gouvernementales visant à stimuler la croissance de sources alternatives d'énergie. Pendant ce temps en Californie, les changements climatiques sont au cœur de la campagne du républicain Carl DeMaio, qui tente de défaire le représentant démocrate Scott Peters dans la course pour la 52^e circonscription de l'État à la Chambre. Cette circonscription, qui englobe entre autres le centre-ville de San Diego, a subi à répétition les conséquences des feux de forêts. DeMaio, en tant que conseiller municipal de la ville s'est établi comme un avocat pour la lutte contre les changements climatiques et des programmes d'énergies renouvelables. Ce dernier exemple illustre parfaitement le fait que **les positions prises sur les différents enjeux fluctuent fortement en fonction des contextes politiques locaux**, accentuant ainsi l'impression qu'il n'y a pas d'enjeu prépondérant à l'échelle des États-Unis dans ces élections.

Vincent Boucher

2. Une date, plusieurs élections

Un trait particulier de la culture politique américaine est que chaque année paire, les électeurs sont exposés à plusieurs campagnes électorales se déroulant à différents niveaux simultanément. Lorsque les Américains se déplaceront aux urnes le 4 novembre, ils auront à s'exprimer sur une multitude d'enjeux. Nous en retiendrons trois principaux.

Premièrement, **au niveau des États fédérés** se dérouleront des élections qualifiées de « *gubernational election* ». En plus des élections pour les gouverneurs, 46 États tiendront des scrutins législatifs pour élire un total de 6 056 représentants au sein de 42 Sénats et de 45 chambres des

représentants. Ces élections ne sont pas à négliger puisque les législatures des États élaborent la carte des circonscriptions pour la Chambre des représentants du Congrès fédéral. De plus, le poste de gouverneur demeure l'un des principaux tremplins pour les aspirants candidats à la Maison-Blanche. Actuellement, les républicains dirigent 29 États contre 21 pour les démocrates.

Deuxièmement, les Américains seront appelés à choisir plusieurs titulaires de charges publiques **au niveau local**, au sein de municipalités ou de leur comté. Parmi les 100 plus grandes villes américaines, les habitants de 43 éliront soit leur maire, soit leurs conseillers municipaux, soit les deux. Parmi les plus importantes, notons que des élections municipales auront lieu à la Nouvelle-Orléans, Washington D.C., San Diego, San Jose, Newark et Austin. De plus, les électeurs de 665 districts éliront 2 158 commissaires scolaires au sein de 37 États. Et ce, sans oublier les élections locales pour des trésoriers, juges, procureurs, shérifs, greffiers et même certains coroners.

Troisièmement, les élections de mi-mandat sont l'occasion d'exercices de **démocratie directe à travers des référendums d'initiatives populaires**. 24 États permettent la tenue de ces initiatives populaires. Il s'agit d'un moyen permettant aux citoyens de forcer la tenue de votes sur des enjeux au moyen de pétitions recueillant un seuil minimum de signatures d'électeurs inscrits. Ces pétitions peuvent être envoyées aux législateurs afin qu'ils votent sur cet enjeu ou être soumises à référendum. Au 23 septembre, *Ballotpedia* recense 142 référendums locaux. Ceux-ci concernent des enjeux tels que des mesures fiscales, l'avortement, le financement des services sociaux, les armes à feu, le salaire minimum, l'immigration, la fracturation hydraulique pour l'exploitation de gaz et de pétrole de schiste, ou encore la marijuana. Dans la foulée des référendums qui ont permis de légaliser cette substance à des fins récréatives dans les États du Colorado et de Washington lors des élections présidentielles de 2012, plusieurs votes auront lieu ce 4 novembre pour permettre l'utilisation médicale de cette substance, en modifier les pénalités légales, la décriminaliser ou la légaliser. Sur ce dernier aspect, les électeurs de l'Alaska, de l'Oregon et de Washington D.C. se prononceront sur sa légalisation à des fins récréatives. Notons que ce débat est en voie de transcender les clivages partisans alors que certains libertariens, comme l'ancien candidat à l'investiture républicaine Ron Paul, appuient ouvertement la légalisation de la marijuana.

Alexandre Alaoui

3. Les courses à surveiller pour le contrôle du Congrès

Avec un taux de réélection dépassant fréquemment les 95% et dans un contexte d'impopularité significative de Barack Obama, **l'issue des élections à la Chambre des représentants ne fait guère de doutes**. Les figures majeures des deux partis devraient être réélues et les Républicains devraient y conserver leur majorité. **La situation au Sénat est en revanche plus incertaine**. Le contrôle de la chambre haute du Congrès des États-Unis sera en effet décidé **par une dizaine de luttes serrées à surveiller**. À l'heure actuelle, les démocrates détiennent 55 sièges, contre 45 pour les républicains. Ces derniers ont donc **besoin d'un gain net de six sièges** pour s'emparer de la majorité au Sénat (en cas d'égalité 50-50, c'est le vice-président Joe Biden qui détiendra le vote décisif).

Les départs des démocrates Max Baucus (Montana), Tim Johnson (Dakota du Sud) et Jay Rockefeller (Virginie occidentale) viennent à toute fin pratique garantir que leurs sièges, situés dans des États politiquement conservateurs favorables au Parti républicain, aboutiront dans l'escarcelle du *Grand Old Party*. Pour les démocrates, qui détiennent 21 des 36 sièges en jeu et qui risquent fort de faire les frais de l'impopularité du président Obama, l'objectif est clair : il leur faut limiter les dégâts.

Parmi les courses à surveiller, quatre ont en commun de mettre aux prises un démocrate tentant de conserver son siège dans un État remporté par le candidat républicain Mitt Romney lors des élections présidentielles de 2012 :

- **Alaska** : le démocrate **Mark Begich**, élu de justesse en 2008, devra batailler ferme pour conserver son siège dans cet État traditionnellement favorable au Parti républicain (54% des votes pour Romney en 2012). Il affronte **Dan Sullivan**, ancien procureur général et secrétaire aux ressources naturelles de l'État.
- **Arkansas** : dans cet État où Mitt Romney a remporté plus de 60% des suffrages lors de l'élection présidentielle de 2012, le démocrate **Mark Pryor** affronte **Tom Cotton**, actuellement représentant du 4^e district de l'Arkansas, et vétéran des guerres d'Irak et d'Afghanistan.
- **Caroline du Nord** : dans cet État où Mitt Romney a remporté un peu plus de 50% des suffrages en 2012, la démocrate **Kay Hagan** semble en relativement bonne position pour conserver son siège contre **Thom Tillis**, l'actuel président de la Chambre des représentants de l'État.
- **Louisiane** : la démocrate **Mary Landrieu** tente de remporter un quatrième mandat. Contrairement à la plupart des autres États, les élections en Louisiane sont ouvertes à tous les candidats, qui ne doivent pas passer par le processus des primaires au sein de leur parti

respectif. Si aucun candidat n'obtient 50% des suffrages le 4 novembre, un second tour sera organisé en décembre. Selon toute vraisemblance, il devrait opposer Landrieu au représentant républicain **Bill Cassidy**.

Les autres courses à l'issue incertaine qui méritent d'être surveillées sont les suivantes :

- **Colorado** : dans cet État « mauve » (aux allégeances alternant entre démocrates et républicains), la course s'annonce serrée entre le sénateur sortant, le démocrate **Mark Udall**, et le représentant **Cory Gardner**.
- **Géorgie** : dans cet État du Sud, l'urbanisation et la diversification de l'électorat sont des tendances qui, à moyen terme, devraient jouer en faveur du Parti démocrate. Le parti y est représenté par **Michelle Nunn**, fille de l'ancien sénateur Sam Nunn. Elle affronte l'homme d'affaire **David Perdue**, dans une course ouverte pour la succession du sénateur républicain Saxby Chambliss, qui a choisi de se retirer.
- **Iowa** : le siège a été laissé vacant par le départ du démocrate Tom Harkin. La course s'annonce serrée entre le démocrate **Bruce Braley** et la républicaine **Joni Ernst**.
- **Kansas** : ironiquement, le retrait d'un candidat démocrate pourrait constituer le plus gros obstacle à l'obtention d'une majorité républicaine au Sénat. En effet, le désistement du démocrate Chad Taylor, conjugué à l'impopularité du sénateur sortant **Pat Roberts**, pourrait ouvrir la voie à l'élection d'un candidat indépendant, **Greg Orman**. Ce dernier n'a pas d'allégeance connue et pourrait donc choisir de faire caucus avec les démocrates dans l'éventualité où les républicains ne seraient pas en mesure d'obtenir les 51 sièges qui leur permettraient de prendre le contrôle du Sénat.
- **Kentucky** : leader de la minorité républicaine au Sénat, **Mitch McConnell** en est venu à incarner la paralysie qui ronge le gouvernement fédéral. Alors que sa côte de popularité est en baisse, il affronte une étoile montante du Parti démocrate, **Alison Lundergan Grimes**, l'actuelle Secrétaire d'État du *Bluegrass State*.
- **New Hampshire** : tout comme le Colorado, cet État frontalier du Québec est reconnu pour son humeur politique changeante et pour ses allégeances patisanes incertaines. La démocrate **Jeanne Shaheen** a de bonnes chances de conserver son poste, mais doit pour ce faire triompher du républicain **Scott Brown**, qui a auparavant été sénateur du Massachusetts de 2010 à 2013. Brown tente de devenir le troisième sénateur à avoir représenté plus d'un État au Sénat et le premier depuis 1879.

Christophe Cloutier

4. Les élections aux postes de gouverneurs : de chaudes luttes pour le contrôle des États

La bataille pour le contrôle du Congrès, et plus particulièrement pour le Sénat, ne constitue pas l'unique enjeu des élections de mi-mandat de cette année. En effet, le fédéralisme, principe au cœur du système politique américain, implique que l'orientation politique de la grande majorité des États de l'Union sera soumise au choix des électeurs le 4 novembre prochain. Cette année, près des trois quarts des postes de gouverneurs (36 sur 50), ainsi que des milliers de sièges d'assemblées législatives d'États, seront en effet comblés à la grandeur du pays.

Les « laboratoires de la démocratie »

L'ancien juge de la Cour suprême Louis Brandeis a un jour qualifié les États américains de « laboratoires de la démocratie ». Contrairement à l'idée que plusieurs peuvent se faire d'une vie politique américaine entièrement articulée à Washington D.C., **les 50 États composant l'Union possèdent des pouvoirs considérables** et s'en servent régulièrement pour expérimenter et innover.

Ainsi, devant un gouvernement fédéral paralysé par l'incapacité de ses élus démocrates et républicains à collaborer au cours des dernières années, plusieurs États ont activement pris les choses en main en instaurant d'importantes réformes de part et d'autre du spectre idéologique. Le Vermont, jadis forteresse républicaine, a adopté un système d'assurance-maladie à payeur universel, tandis que le Wisconsin, berceau de la syndicalisation dans le mid-ouest, a activement limité le pouvoir et l'influence des syndicats du secteur public. Certains États (tels le Minnesota ou New York) ont légalisé le mariage gai, alors que d'autres (par exemple la Caroline du Nord et le Texas) ont resserré le contrôle de l'avortement.

Augmentation ou réduction des dépenses publiques, assouplissement ou durcissement du contrôle des armes à feu et des lois sur l'immigration, **les changements ont souvent été importants et les différences entre les États, remarquables**. Dans presque tous les cas, l'identité du parti détenant le poste de gouverneur et / ou une majorité au sein de l'assemblée législative en était pour beaucoup.

Vers un scrutin historique ?

Comme le notait récemment Dan Balz, journaliste au *Washington Post*, il est extrêmement rare pour un gouverneur sortant d'être défait aux urnes. Le tableau ci dessous illustre ce phénomène au cours des cycles électoraux de mi-mandat des 40 dernières années.

Année	Gouverneurs démocrates défaits	Gouverneurs républicains défaits	Nombre total de gouverneurs défaits [2]
2010	2	1	3
2006	0	1	1
2002	3	1	4
1998	0	2	2
1994	6	0	6
1990	2	4	6
1986	3	0	3
1982	2	4	6
1978	7	2	9
1974	3	3	6

2014 pourrait faire exception. Selon le site spécialisé *Real Clear Politics*, 10 gouverneurs sont engagés dans une course étant trop serrée pour en prédire à l'heure actuelle l'issue. Plusieurs de ces gouverneurs sortants en difficulté sont à la tête d'États majeurs, notamment Rick Scott (Floride), Rick Snyder (Michigan), et Pat Quinn (Illinois). À ceux-ci s'ajoutent le gouverneur républicain de la Pennsylvanie, Tom Corbett, déjà considéré comme un mort-vivant politique (sa défaite en novembre étant pratiquement assurée), ainsi que le gouverneur démocrate de Hawaii, Neil Abercrombie, défait lors d'une élection primaire tenue en août.

Si le contrôle du Sénat à Washington retient l'attention dans le cadre de ces élections de mi-mandat, il faut toutefois garder à l'esprit que nombre des courses les plus excitantes et importantes pour l'avenir des États-Unis se joueront à des milliers de kilomètres de la capitale nationale. La paralysie à Washington aura beau perdurer, cela ne vaudra pas dire pour autant que le pays ne continuera pas d'évoluer.

Rafael Jacob

5. Les impacts des élections de mi-mandat pour le Québec et le Canada

En observant les élections de novembre du côté nord de la frontière canado-américaine, deux impacts possibles sur le Canada des résultats de ce scrutin retiennent notre attention. Tout d'abord, la décision concernant l'oléoduc **Keystone XL**, chère aux yeux du gouvernement Harper, a été suspendue par l'administration Obama. En avril dernier, le Département d'État a annoncé que

l'évaluation du projet devait se poursuivre au-delà des élections de mi-mandat. Or, le Canada pourrait voir l'un de ses principaux alliés au Congrès sur la question quitter le Sénat. Mary Landrieu, sénatrice démocrate de la Louisiane et présidente de la commission sénatoriale sur l'énergie et les ressources naturelles, apparaît en effet comme l'élue la plus vulnérable du Sénat en cette année électorale.

Les élections de mi-mandat pourraient également avoir un impact indirect sur la politique étrangère et de défense du Canada. L'envoi de plusieurs douzaines de soldats canadiens pour agir à titre de conseillers militaires en Irak par le gouvernement Harper amène le **Canada à se joindre à la campagne américaine pour lutter contre l'EI** en Irak et en Syrie. Étant donné que le Congrès a véhiculé une image d'unité aux alliés des États-Unis en appuyant le plan d'action présenté par le président Obama le 10 septembre, une augmentation de l'implication américaine dans cette région pourrait pousser le Canada à s'investir de manière plus significative dans le conflit. Si les représentants et sénateurs continuent d'appuyer cette guerre en développement après les élections de novembre, l'administration Obama aura une plus grande marge de manoeuvre pour investir d'avantage de ressources dans ces opérations militaires, si elle le souhaite. Ainsi, avec un Congrès qui donne son aval de manière formelle ou informelle à ces opérations militaires, Obama pourra utiliser ce soutien des représentants du peuple américain comme un argument supplémentaire pour réclamer une plus grande contribution de la part de ses alliés, comme le Canada.

Pour ce qui est du Québec, notre regard se porte sur les courses ayant lieu dans les États frontaliers de la Belle province. Les gouverneurs des quatre États frontaliers (New York, Vermont, New Hampshire et Maine) tenteront d'être réélus le 4 novembre prochain. Le Premier ministre Couillard a tenté de convaincre les gouverneurs de ces États lors de la conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada en juillet dernier **d'augmenter leurs importations d'électricité produite par Hydro-Québec**. Lors d'une conférence de presse en marge de son passage à New York pour le sommet sur le climat des Nations-Unies en septembre, le Premier ministre du Québec a par ailleurs affirmé que son gouvernement sera très attentif aux résultats du 4 novembre prochain, puisque plusieurs partenaires d'envergure du Québec sont en réélection. Ainsi, son gouvernement aura sans doute à l'œil l'élection au poste de gouverneur du Maine, dans le cadre de laquelle le représentant démocrate Mike Michaud, qui est en avance sur le gouverneur républicain Paul LePage dans les sondages, a proposé un plan pour développer la production d'énergies vertes.

Aux portes du Québec, nous surveillerons aussi les élections sénatoriales au Maine, où la républicaine Susan Collins est en bonne position pour conserver son siège, et au New Hampshire, où l'ancien sénateur du Massachussetts, le républicain Scott Brown, tentera de défaire la sénatrice

démocrate Jeanne Shaheen. À la Chambre des représentants, la course pour la 21^e circonscription de l'État de New York, qui comprend la ville de Plattsburgh et la frontière québécoise, sera à surveiller, puisque le démocrate Aaron Woolf et la républicaine Elise Stefanik se disputeront le siège laissé vacant par le démocrate Bill Owens. Ces deux candidats ont fait référence au Québec durant leur campagne, en l'occurrence **la tragédie de Lac-Mégantic** de l'été 2013, pour réclamer du Département fédéral du Transport une réglementation plus stricte pour encadrer le transport ferroviaire de pétrole et autres matières dangereuses.

Vincent Boucher

6. Quel horizon pour 2016 ?

À Washington, les dernières années ont été marquées par une vive polarisation partisane et par une certaine paralysie du gouvernement fédéral. Les élections du 4 novembre offrent peu d'espoir d'une quelconque embellie. La reconduction d'une majorité républicaine à la Chambre des représentants ne semble être qu'une formalité, tandis que l'obtention d'une mince majorité au Sénat par l'un ou l'autre des partis constitue le seul véritable enjeu de ces élections au Congrès.

Quoi qu'il en soit, il sera difficile pour Barack Obama d'échapper au statut peu enviable de « canard boiteux » (*lame duck*) au cours des deux dernières années de sa présidence. Devant l'impossibilité de se présenter pour un troisième mandat et face à un Congrès au moins partiellement contrôlé par les républicains, le président aura plus que jamais les mains liées en politique intérieure. On voit mal, dans ce contexte, comment son administration pourrait entreprendre de grands chantiers législatifs, notamment la réforme de l'immigration maintes fois annoncée et reportée, qui devait conduire à la régularisation du statut d'un grand nombre d'immigrants illégaux présents aux États-Unis. Face à un environnement international explosif, le président devrait donc diriger de plus en plus son attention vers la politique étrangère, laquelle demeure dans une certaine mesure la chasse gardée de la Maison-Blanche.

Par ailleurs, **dès le lendemain de ces élections de mi-mandat s'ouvrira aux États-Unis un nouveau cycle électoral**, cette fois en vue de l'élection présidentielle de 2016.

Comme en 2000 et en 2008, il s'agira d'une élection ouverte, au terme de laquelle sera élu(e) le ou la 45^e président(e) des États-Unis. On doit s'attendre à ce que, dès le début de l'année 2015, des candidats annoncent leur intention de briguer l'investiture de leur parti respectif.

Du côté démocrate, tous les yeux sont déjà tournés vers Hillary Clinton, dont plusieurs s'attendent à ce qu'elle se présente à nouveau, après avoir tenté sa chance en 2008. Une candidature de l'ancienne Première Dame, qui ferait figure de grande favorite, pourrait avoir un effet dissuasif sur les autres aspirants démocrates. D'autres candidatures potentielles sont toutefois évoquées, notamment celles du vice-président Joe Biden, des sénateurs Cory Booker (New Jersey), Bernie Sanders (Vermont) et Elizabeth Warren (Massachusetts), de même que des gouverneurs et ex-gouverneurs Andrew Cuomo (New York), Deval Patrick (Massachusetts), Brian Schweitzer (Montana) et Martin O'Malley (Maryland).

Du côté républicain, aucun candidat ne semble jouir d'une avance comparable à celle de Mme Clinton. On parle beaucoup du gouverneur du New Jersey Chris Christie et du sénateur du Kentucky Rand Paul, de même que du sénateur Marco Rubio (Floride) et de l'ex-gouverneur Jeb Bush (Floride). Il faudra également garder un œil sur le gouverneur du Wisconsin Scott Walker, qui est devenu un héros de la droite en combattant les syndicats dans son État. Si plusieurs conservateurs souhaiteraient le voir plonger dans la course en 2016, Walker doit cependant d'abord être réélu en novembre, alors que la course contre la démocrate Mary Burke s'annonce des plus serrées. Une défaite du gouverneur sortant viendrait à toutes fins pratiques enterrer ses ambitions présidentielles.

Christophe Cloutier

Pour aller plus loin :

- *RealClearPolitics* demeure une référence incontournable pour suivre les courses au Sénat, à la Chambre des représentants et pour les gouverneurs. Voir la section *Election 2014* pour la mise à jour des différents sondages publiés : <http://www.realclearpolitics.com/elections/>
- Le site *Vox*, lancé cette année par Ezra Klein — anciennement du *Wonk Blog*, est en voie de devenir l'une des principales références journalistiques pour les amateurs de politique aux États-Unis et ailleurs. Ce site se spécialise dans la diffusion et la vulgarisation de données en tout genre, de cartographies, de perspectives et d'analyses pointues : <http://www.vox.com/>
- Le site fondé par Nate Silver, *FiveThirtyEight*, demeure un incontournable pour les analyses de sondages et les prédictions probabilistes. Avis aux parieurs : <http://fivethirtyeight.com/>
- *The 50 State Pages* sur le site *politics1.com* : tout, tout, tout. Vous saurez absolument tout sur toutes les courses de 2014 (Sénat, Chambre, gouverneurs, législatures d'États, etc.) : <http://www.politics1.com/states.htm>
- Le site interactif *Ballotpedia* offre un inventaire exhaustif pour l'ensemble des postes en jeu à tous les niveaux et des référendums lors l'élection du 4 novembre : http://ballotpedia.org/Main_Page
- Le groupe *Public Policy Polling* est réputé pour ses enquêtes humoristiques auprès des Américains. Toutefois, ils mènent régulièrement des sondages plus sérieux à propos des élections ou des primaires dans certaines circonscriptions clés : <http://www.publicpolicypolling.com/>